

En lutte jusqu'au retrait !

L'actualité sociale est dominée par la mobilisation contre la réforme des retraites mais les sujets de mécontentement sont nombreux dans un contexte marqué par une inflation qui ne faiblit pas. Le renchérissement du coût de la vie plonge nombre d'entre nous dans des situations compliquées. Les simples dépenses de la vie quotidienne deviennent autant d'obstacles difficilement franchissables même pour ceux qui ont un travail. Pendant ce temps les richesses s'accumulent et les premiers de cordée amassent un « pognon de dingue » : Les quarante entreprises du CAC 40, principal indice boursier français, ont distribué le montant record de 80,1 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2022, en dividendes ou rachats d'actions.

Dans ce contexte, le président de la République et son gouvernement choisissent la provocation et veulent nous imposer, au nom de prétendus déficits, un recul inadmissible de nos conditions de départ à la retraite. 64 ans et 43 années de cotisations, les travailleurs doivent payer l'addition, il manque 10 milliards dans les caisses. Les près de 160 milliards d'aides publiques par an versées aux entreprises n'entrent évidemment pas dans les calculs de tous les experts qui nous expliquent docement que nous n'avons pas le choix. Alors malgré l'opposition majoritaire dans l'opinion, malgré le front uni des organisations syndicales, le duo Macron-Borne opte pour l'affrontement et l'épreuve de force. Notre réponse doit être à la hauteur de l'enjeu social et politique que prend désormais notre lutte. Après les nombreuses initiatives et mobilisations ponctuées par deux journées de grève et de manifestations nationales particulièrement suivies, nous devons désormais penser à la suite de notre mouvement. **Il ne doit pas s'agir simplement de témoigner de notre rejet de ce projet inacceptable mais d'obtenir son retrait.**

L'intersyndicale nationale propose deux nouvelles dates de mobilisation nationale le mardi 7 février et le samedi 11 février. Il est nécessaire de faire de ces rendez vous un nouveau succès et continuer à faire la démonstration de notre rejet massif de ce projet. Le maintien de l'unité syndicale témoigne de la solidité d'un front uni pour le retrait qui doit nous servir de point d'appui pour entraîner toujours plus de nos collègues dans la lutte.

La question centrale que nous devons maintenant poser dans nos lieux de travail, autour de nous est :

Quels moyens devons-nous nous donner pour obtenir le retrait total de cette réforme ?

Nous sommes conscients que la multiplication de temps forts ne suffira pas à faire plier un gouvernement qui, dès le départ, a fait le choix de l'affrontement et de la provocation. Plus personne ne croit aux boniments des vendeurs politiques et journalistiques et nous n'avons pas besoin que l'on nous explique plus avant une mesure qui signifie recul de l'âge de départ à la retraite, allongement de la durée de cotisation et baisse générale des pensions.

Commençons d'abord par l'affirmation de notre revendication, **il n'y a rien à négocier** et en un sens Borne à raison ! Les discussions au parlement sur la place des virgules dans le texte ne nous intéressent pas, si débat il doit y avoir discutons du progrès social, de la retraite à 60 ans et/ou 37,5 annuités max sans décote, et de la répartition des richesses dans la société !

La grève et sa reconduction dans les secteurs professionnels doivent désormais se poser. L'histoire récente de nos luttes nous l'enseigne, face à la détermination de nos adversaires, seul un puissant rapport de force peut permettre de faire plier le gouvernement.

Dans l'éducation nationale les premières journées ont été bien suivies mais nous ne pouvons rester au milieu du gué.

La période de congés scolaires qui s'ouvre dans notre académie ne signifie pas l'arrêt de notre implication dans la lutte et nous devons participer à toutes les initiatives qui durant la période vont se poursuivre (manifestations, blocages, participations aux collectifs interprofessionnels, réunions, assemblées générales de secteur...). Dès la reprise, nous devons être à l'offensive dans nos établissements pour défendre et construire la grève et sa reconduction. Nous sommes, comme d'autres, dans un secteur sensible dont la mise à l'arrêt serait de nature à participer à la mise sous pression du gouvernement. Nous pensons qu'il n'y a pas d'alternative pour faire plier un pouvoir déterminé à nous imposer sa réforme.

Tous ensemble pour gagner et imposer d'autres choix de société !

Le 01 février 2023

